



Section d'Hénin-Beaumont

Hénin-Beaumont, le 10 septembre 2011

David NOËL

Secrétaire de section

Membre du Secrétariat Fédéral du PCF 62

Communiqué de presse

Le PCF d'Hénin-Beaumont a été un des premiers à alerter, dès le mois d'octobre 2008, sur la grave menace qui pèse sur les finances héninoises du fait des emprunts toxiques souscrits par l'ancien maire.

Dans un communiqué en date du 1^{er} octobre 2008, paru dans *La Voix du Nord* du lendemain, nous demandions, alors que l'État, en pleine crise des *subprimes*, venait d'injecter trois milliards d'euros pour sauver la banque d'affaires, que cette aide soit conditionnée à une contrepartie simple : limiter les prêts à taux variables qui étranglent les collectivités territoriales. L'État et la Caisse des Dépôts disposent ensemble de plus de 23 % des parts de Dexia, c'est-à-dire qu'ils peuvent faire jouer la minorité de blocage avec le renfort de l'État belge ou des actionnaires salariés.

Lors du dernier conseil municipal, la majorité a décidé d'adhérer à l'association *Acteurs publics contre les emprunts toxiques* et a dénoncé l'attitude de Dexia qui refuse de renégocier les prêts contractés par la ville d'Hénin-Beaumont.

L'attitude de cette banque d'affaires renflouée grâce à l'argent public, et donc grâce aux contribuables, est scandaleuse ! Les usuriers de Dexia ont fait signer à un ancien maire indigne des prêts pourris dont ils savaient pertinemment qu'ils étaient pourris. C'est de l'abus de confiance et une action en justice contre Dexia se justifierait pleinement.

Hénin-Beaumont doit pouvoir sortir de ces emprunts toxiques sans payer le droit de sortie exorbitant qui est réclamé à notre commune par la banque d'affaires. Si Dexia s'obstine à refuser, la municipalité devra aller devant la justice et le PCF d'Hénin-Beaumont est prêt à se porter partie civile à ses côtés pour défendre les intérêts des contribuables d'Hénin-Beaumont.

Ce scandale des emprunts toxiques prouve une fois de plus la pertinence des propositions du PCF et du Front de Gauche sur la création d'un pôle public bancaire réunissant plusieurs banques nationalisées, qui pourrait prêter de l'argent aux entreprises et aux collectivités pour favoriser le développement de l'emploi et des territoires, qui s'interdirait toute spéculation et qui mettrait l'humain d'abord avant le profit.

David NOËL

Secrétaire de la section d'Hénin-Beaumont du PCF

Membre du Secrétariat Fédéral du PCF 62